fr

Press release | 06.02.2013

Tunisie

la voie démocratique arabe du Président Marzouki ovationnée au PE

Le Président de la République tunisienne Moncef Marzouki a prononcé ce mercredi 6 février un discours devant les députés du Parlement européen.

S'exprimant après l'intervention de Monsieur Marzouki, **Hélène FLAUTRE**, députée européenne (groupe Verts-ALE), membre de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, a estimé que:

"Le Président tunisien Moncef Marzouki a porté aujourd'hui la voix de l'aspiration démocratique ouverte par les révolutions arabes et celle d'un pays confronté à l'impatience sociale et à un espoir toujours vivace. S'il évoque avec lucidité les risques de déstabilisation comme le démontre l'odieux assassinat de Chokri Belaïd, sa détermination à porter un modèle socio-politique ancré dans les valeurs démocratiques et les droits de l'Homme est intacte.

A cet égard, il avertit l'Europe : crier au loup islamiste pour mieux retirer notre soutien au processus de démocratisation serait à cet égard irresponsable. A l'inverse, l'Union européenne ne doit ménager aucun effort pour soutenir notre meilleur espoir dans la région. La Tunisie doit être une expérience convaincante sur laquelle tous les démocrates de la région pourront prendre appui afin de dessiner le nouveau de la Méditerranée."

Eva JOLY, députée européenne (Verts-ALE), Présidente de la Commission Développement, ajoute:

" En Tunisie, le souffle révolutionnaire est en passe d'être éteint pas l'asphyxie financière. Le remboursement de la dette représente en effet chaque année, six fois le budget de la santé, trois fois celui de l'éducation, et six fois celui du développement régional. Pourtant en droit international, une dette contractée sous une dictature, non pour les besoins et dans les intérêts de l'État, mais pour fortifier un régime despotique, pour réprimer la population qui le combat, est qualifiée de dette odieuse.

La chute du régime de Ben Ali aurait donc dû entraîner sinon l'annulation immédiate de la dette de la Tunisie au moins un audit sur l'origine de ces créances. Les 7 milliards d'euros de dette imputables à la dictature, loin de servir à améliorer les conditions de vie des Tunisiens, ont sans nul doute permis et l'enrichissement du clan Ben Ali et la répression de la population. La responsabilité des créanciers qui ne pouvaient ignorer la destination de leurs prêts est grande. A eux aujourd'hui, de faire preuve de courage et d'annuler les dettes de la Tunisie pour que de la révolution naisse une démocratie solide. "

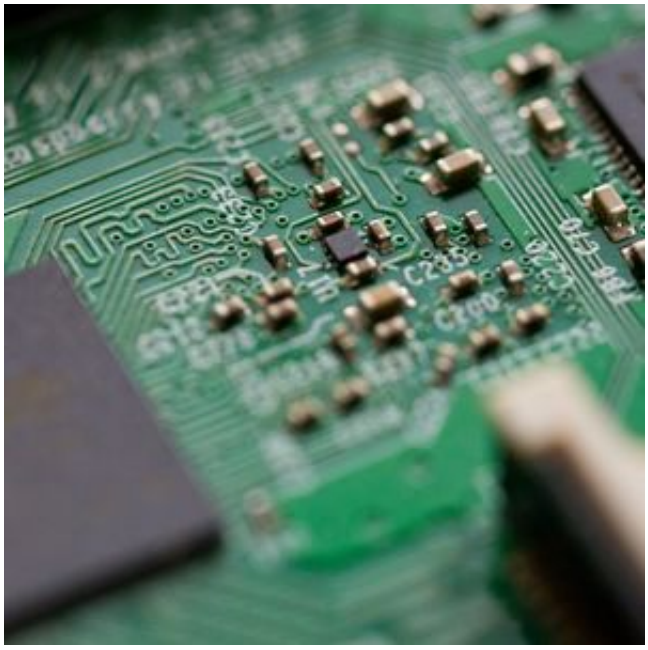
Information complémentaire:

Hélène Flautre, Daniel Cohn-Bendit et Isabelle Durant, se rendront en Tunisie du 21 au 24 février afin de rencontrer les acteurs principaux du processus de démocratisation.

Recommended

Press release

chris-ried



Digital Fairness Act falls short on addictive design

11.11.2026

Press release



[Ukrainian children in Russia: Parliament to call for u…]

11.11.2026

Press release

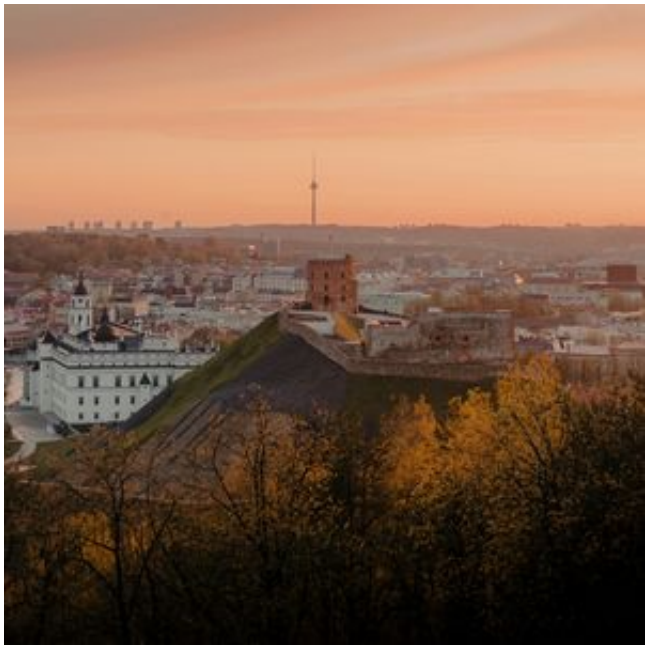
Redek Kozak



[Czech public media under attack - with Markéta Gregoro…]

11.11.2026

Press release



[Greens/EFA in Vilnius: Lithuanian Presidency must lead…]

05.11.2026

Responsible MEPs



Eva Joly

Member

Please share

- E-Mail